

Europe Français, socialiste, Pascal Lamy est commissaire européen chargé du Commerce international. Ses compatriotes – de Bové à Aillagon – ne lui disent pas merci. PAR ROMAIN GUBERT

Hervé Gaymard, Jean-Jacques Aillagon, Henri Emmanuelli, Bernard Cassen, José Bové... Ils sont ministres de l'Agriculture ou de la Culture, haut responsable du PS ou fondateur d'Attac, cette ONG qui conteste les effets nocifs de la mondialisation libérale, ou emblème ragaillardi de la contestation. A priori, ils n'ont rien en commun. Rien, sauf que, pour des raisons différentes, ils ont tous le même homme dans le collimateur : Pascal Lamy.

Lamy ? Son nom n'apparaît pas dans le baromètre Ipsos-Le Point des personnalités politiques le plus en vue. Son physique ne dit pas grand-chose aux Français. Quant aux militants de son parti, le PS, ils ne sont guère nombreux à se retourner sur son passage. Et pourtant... Nommé en 1999 par Lionel Jospin à la Commission européenne, il occupe à Bruxelles l'un des portefeuilles les plus prestigieux : le commerce international. Il négocie au nom des Quinze sur tous les points du globe.

Bien plus influent que bon nombre de ministres du gouvernement Raffarin, ce n'est pourtant pas pour cela que Pascal Lamy agace ces derniers, mais parce qu'il ne cesse de prendre des positions à contre-courant. La réforme de la PAC, présentée cet hiver par un de ses collègues autrichien à la Commission ? Lamy était pour. Au grand dam d'Hervé Gaymard, le ministre français de l'Agriculture, qui bataillait alors contre. Résultat : Gaymard a tout simplement accusé le commissaire européen d'avoir « oublié » sa nationalité...

cun cas un commissaire européen ne doit subir de pressions.

Pendant dix ans, Pascal Lamy a dirigé le cabinet de Jacques Delors, président de la Commission. Catholiques de gauche tous les deux, gros travailleurs, les deux hommes ont trop de pudeur pour s'épancher sur leur complicité. Sous l'ère Delors, la Commission européenne est passée, dit Lamy, « d'une PME à une multinationale ». De cette époque Lamy a gagné une belle collection de surnoms : « Exocet », « Rottweiler », « moine-soldat »...

Aujourd'hui, Lamy-le-marathonien (meilleur temps, 3 heures 30) doit surtout faire preuve d'endurance et de patience. Et pour cause... A Seattle, à Doha ou, dans quelques semaines, à Cancun (au Mexique), dans toutes les réunions de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, ce « ministre européen » qui pèse un peu plus de 25 % des échanges mondiaux passe son temps à négocier. Un jour, il ferraille contre Robert Zoellick, le secrétaire d'Etat au Commerce de George W. Bush. Plus tard, il tente de convaincre les pays les plus pauvres du monde que l'Europe ne cherche pas à étouffer leurs productions. Discute avec les labos pharmaceutiques pour les pousser à lutter contre le sida en Afrique. Bataille avec MSF ou Act Up, qui estiment que Lamy n'en fait pas assez sur l'accès aux médicaments dans les pays pauvres. Retrouve, à Bruxelles, ses mandants, les représentants des Quinze, pour les convaincre que, sur tel ou tel dossier, mieux vaut perdre un peu pour sauvegarder beaucoup ailleurs...

Cancun Les quatre

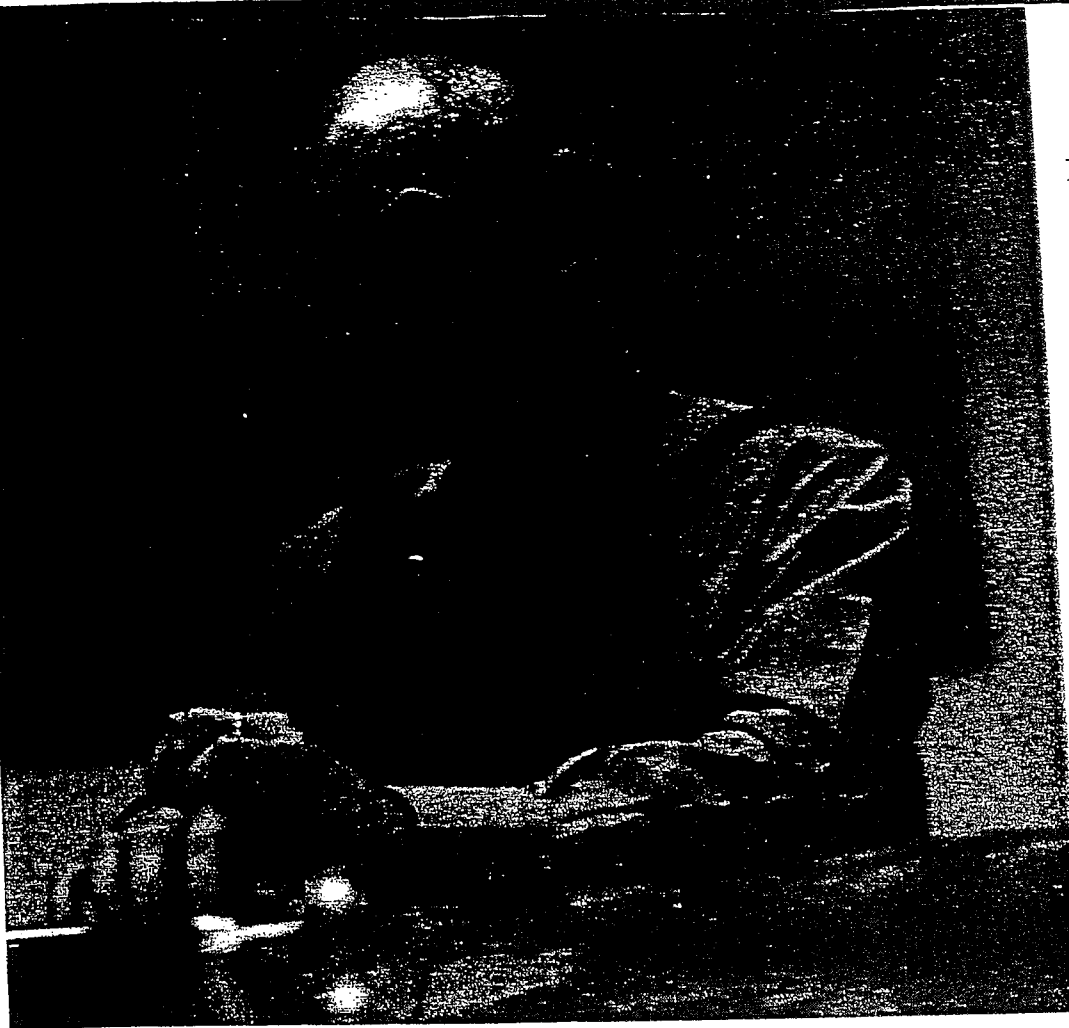
Autre sujet de fâcherie, la culture. Tandis que Jean-Jacques Aillagon se battait pour que, dans la future Constitution européenne et dans les négociations internationales, chaque pays conserve un droit de veto sur les dossiers culturels, Pascal Lamy a, une fois encore, défendu la position inverse. Sans être opposé à la fameuse « exception culturelle », il estime que l'Europe se grandirait en adoptant des positions par consensus, par le vote à la majorité des Etats-membres. Le problème, c'est qu'il le dit. Evidemment, cela fait des vagues. Le débat est technique. La façon dont les deux hommes ont polémique ne l'est pas. En plein congrès du PS, Aillagon a envoyé une missive cinglante à François Hollande pour que celui-ci remonte les bretelles de ce militant de trente ans. Du jamais-vu ! Le ton de la réponse de Lamy à Aillagon, soulignant « l'ignorance dans laquelle vous semblez être » (des pratiques bruxelloises), se passe de commentaires. Officiellement, l'incident est clos. Mais, à l'Elysée, on continue à juger que Lamy a défendu une « vision personnelle, idéologique, sur un dossier crucial ». Lamy, lui, lâche : « A leur nomination, les ministres de droite et de gauche devraient suivre une journée de formation accélérée aux questions européennes, cela éviterait quelques dérapages... » Pour lui, en au-

Le supernégociateur européen à l'OMC est le symbole de ce que José Bové et Bernard Cassen combattent depuis des années. Fondateur et animateur d'Attac, Cassen voit en Pascal Lamy « un adversaire ». « Lamy tient exactement le même discours que Chirac, avance Cassen. Tout en passant son temps à demander aux Français de s'adapter à la mondialisation, il essaie de faire croire qu'il fait le maximum pour en limiter les effets. Il mériterait de prendre sa carte à Démocratie libérale, le parti d'Alain Madelin, car il n'y a pas un cheveu de divergence entre eux... »

Lamy balaie ces critiques. Pour lui, brûler le FMI ou l'OMC est un mauvais combat. « Ce sont les seules institutions où il est possible de corriger les effets négatifs de la mondialisation, estime-t-il. Entre les Français qui ont trois candidats trotskistes à chaque élection présidentielle et les Britanniques, il faut trouver le juste

équilibre. Si 60 % des Européens se retrouvent dans la mondialisation maîtrisée à laquelle je crois, alors, c'est que je ne sors pas des clous. » Comme s'il aimait brusquer son petit monde, Lamy ne fait pourtant rien pour adoucir son image. A peine nommé commissaire européen, il expliquait qu'après la France son pays préféré s'appelle... les Etats-Unis. On imagine l'effet provoqué par de tels discours sur une partie du PS !

C'est la faute à Bruxelles ? Lui y sent « l'air du large, l'air de la planète ».



vérités de Lamy

Au moment des élections de 2002, il vantait aussi les mérites de l'économie de marché pour lutter contre l'extrême droite. Coup de sang d'Henri Emmanuelli : « *Il faut que ce type la ferme.* » Aux antipodes, Pierre Moscovici, ancien ministre aux Affaires européennes de Lionel Jospin, ne tarit pas d'éloges : « *Le PS et la gauche en général ne peuvent pas vivre qu'avec des personnalités comme la sienne. Mais ils ne peuvent s'en passer. Lamy n'est certes pas un comique trou-pier. Mais ceux qui aimeraient le faire passer pour un technocrate qui fait de la politique se trompent. Il fait de la politique d'une autre façon. Celle-ci n'est pas moins noble que les autres.* »

Enarque (dans la promo d'Alain Minc et de Martine Aubry), battu avec moins de 15 % des voix aux législatives de 1993 dans l'Eure : la tentation est grande de faire passer celui qui, dans sa vie professionnelle, a passé presque plus de temps à Bruxelles qu'à Paris pour un eurocrate. Les choses sont plus complexes. Numéro deux du Crédit lyonnais pendant quelques années, il aurait pu choisir de patienter et d'en devenir le patron. En 1997, Lionel Jospin lui a aussi proposé de devenir patron d'Air France. Mais, tandis qu'une bonne partie de la classe politique française n'aime rien d'autre que chanter « C'est la faute à Bruxelles », lui « *y sent l'air du large, l'air de la planète* »... Il y a d'ailleurs réussi une bien jolie performance. Lorsque, en 1999, Romano Prodi, le président de la Commission, le désigne parmi les commissaires pour succéder au très libéral Leon Brittan, une pluie de missiles s'abat sur Bruxelles.

Comment ? Prodi ose nommer un Français, socialiste de surcroît. Donc, forcément un héraut du protectionnisme... Lamy est cependant devenu l'une des coqueluches de Bruxelles. En janvier, les journalistes en poste dans la capitale l'ont même désigné comme le « meilleur » commissaire.

Volontiers froid et cassant, Lamy, qui se contente souvent d'un morceau de pain pour seul repas, n'est pas bon orateur. Il déteste les ronds de jambe. Mais il est plutôt du genre loyal avec ses collègues. Tandis qu'à Bruxelles les critiques fusent contre Romano Prodi, Lamy fait, lui, l'éloge de sa modestie. Même attitude loyale à l'égard de l'autre Français de la Commission, Michel Barnier, proche de Chirac. Il rrompt avec le passé où les commissaires français de bords opposés dépensaient une folle énergie à se tirer dans les pattes.

En permanence à la recherche d'idées nouvelles, Pascal Lamy, dont l'étendue des réseaux surprend même ses plus proches collaborateurs (un Anglais, une Espagnole, un Allemand, mais aussi des Français...), n'a pourtant pas que Bruxelles en tête. Deux fois par an, il emmène son cabinet au Boisgeloup, près de Gisors, pour la journée. Histoire de faire un brainstorming champêtre dans cette petite commune de l'Eure où Picasso a séjourné dans les années 30 et où vit une partie de la famille de Lamy. Mais certains, dans le gouvernement Raffarin, aimeraient bien aussi savoir ce qui s'est dit dans la maison du Boisgeloup lorsque Robert Zoellick y a récemment passé quelques heures... ■

Repères

1947

Naissance
à Levallois-Perret.

1967-1975

HEC, IEP, Ena.

1973

Rencontre
Jacques Delors.

1981-1983

Cabinet de
Jacques Delors
au ministère
de l'Economie.

1983-1984

Directeur adjoint
du cabinet de
Pierre Mauroy.

1985-1994

Dirige le cabinet
de Jacques Delors,
président de la
Commission
européenne.

1993

Candidat
aux législatives
à Gisors.

1994-1999

Numéro deux du
Crédit lyonnais.

1999

Commissaire
européen chargé
du Commerce
extérieur.

AMAROTTE TÉLÉMAS/EDITING